



Pendant que les chefs de l'opposition rencontrent des représentants une frappe aérienne de l'OTAN tue des civils libyens à Brega

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 17 mai 2011

[wsws.org](#) 17 mai 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Un représentant du Conseil national de transition (CNT) installé à Benghazi a rencontré des officiels à la Maison Blanche vendredi pendant que les États-Unis et l'OTAN entreprenaient d'intensifier leur intervention en Libye.

Le même jour, la télévision publique libyenne faisait savoir qu'une frappe aérienne de l'OTAN sur la ville côtière de Brega, dans l'Est du pays, avait tué au moins 16 civils et en avait blessé 40 autres. Ce raid a démolé une pension où, selon un témoin filmé par la chaîne de télévision *Jamahiriya*, « un groupe de cheikhs [chefs religieux] musulmans organisait une cérémonie. »

Le reportage télévisé comprenait des séquences montrant neuf corps enroulés dans des draps.

La veille, une autre frappe de l'OTAN avait touché la résidence du Colonel Mouammar Kadhafi. Les agences de presse publiques libyennes avaient fait état de six morts dans cette attaque et de 10 blessés. Ce bombardement était intervenu quelques heures seulement après que Kadhafi était apparu à la télévision libyenne pour la première fois depuis le 30 avril, date à laquelle un autre raid avait frappé une maison où il se trouvait, tuant son fils et trois de ses petits-enfants encore jeunes. La dernière attaque indique que les États-Unis et leurs alliés poursuivent une politique de « changement de régime » par l'assassinat.

Mahmoud Jibril, qui est désigné à la fois comme le « Premier ministre » et le « Ministre des affaires étrangères » du CNT, a fait le voyage jusqu'à New York dans le cadre d'une campagne des prétendus rebelles pour obtenir des fonds plus importants, du soutien et des armes de la part des grandes puissances impérialistes.

Jibril, économiste libéral formé à l'Université de Pittsburgh, était depuis 2007 au Conseil de développement économique lybien, encourageant les privatisations, la « libéralisation » économique et les investissements étrangers. Il a été décrit dans une communication top secret de l'ambassade américaine de 2009, publié par WikiLeaks, comme « un interlocuteur sérieux qui « comprend » la perspective des États-Unis. »

Son voyage à Washington intervient un jour seulement après que le chef du CNT Moustafa Abdul Jalil – qui était ministre de la justice du gouvernement de Kadhafi jusqu'en février

dernier - rencontre le Premier ministre britannique David Cameron et le ministre des affaires étrangères William Hague à Londres, également pour solliciter de l'argent et des armes.

Jalil est ressorti de la rencontre avec des promesses d'une aide « non-létale » et d'un soutien financier non-spécifié, ainsi qu'une invitation du CNT à ouvrir une représentation à Londres. Le gouvernement Cameron, avec ses homologues français et italien, a déjà envoyé du personnel militaire à Benghazi pour former et conseiller les « rebelles. »

Jibril a dit que l'objectif de sa mission à Washington était de garantir la reconnaissance du CNT par les Etats-Unis comme « le seul interlocuteur légitime du peuple libyen. » Pour l'instant, seule la France, l'Italie et le Qatar ont formellement retiré la reconnaissance au gouvernement Kadhafi pour l'accorder au conseil de Benghazi.

L'importance de l'obtention de la reconnaissance par les États-Unis a été largement détaillée par Jibril. Les sanctions imposées contre le régime de Kadhafi ont permis aux États-Unis de faire main basse sur 34 milliards de dollars appartenant à des Libyens et déposés dans des institutions financières américaines. Le CNT veut pouvoir se saisir de cet argent et sait qu'il ne peut légalement le faire sans une reconnaissance diplomatique.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Jay Carney a indiqué que Washington n'est pas prêt à accorder une reconnaissance formelle pour le moment, disant qu'une telle action serait « prématurée. »

Parmi ceux qui devaient rencontrer Jibril à Washington, on compte le conseiller à la sécurité nationale Tom Donilon, le vice-ministre des affaires étrangères James Steinberg et plusieurs membres du Congrès.

Jibril a prévenu que le CNT est confronté à « un problème financier très pressant » et qu'il avait besoin d'au moins 3 milliards de dollars pour pouvoir fonctionner durant les mois qui viennent.

S'exprimant à Rome la semaine dernière, la ministre des affaires étrangères Hillary Clinton a suggéré que les États-Unis pourraient puiser dans les biens confisqués au régime de Kadhafi pour « aider le peuple Libyen. »

Le Sénateur John Kerry, membre le plus influent du Comité des relations étrangères du Sénat, a annoncé au début de la semaine qu'il préparait une législation qui autoriserait le transfert au conseil de Benghazi de certains des fonds bloqués.

Jibril a indiqué que l'approbation par le Congrès prendrait trop de temps. « Quatre ou cinq semaines, ce serait trop tard, » a-t-il dit, « Nous avons besoin de cet argent hier, par aujourd'hui. »

Vendredi à la Maison Blanche, il y avait également le Secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, qui devait s'entretenir avec le Président Barack Obama au sujet des guerres en cours en Libye et en Afghanistan. La veille de la réunion, Rasmussen a prononcé un discours à l'Université John Hopkins dans lequel il a parlé d'un rôle de longue durée de l'OTAN en Libye dans une « ère post-Kadhafi. » Il a mis l'accent sur « l'expertise particulière » de l'OTAN dans la « réforme de l'armée et du secteur militaire, » suggérant que, en cas d'une destitution réussie du régime de Kadhafi, l'alliance sous domination américaine établirait une présence militaire permanente déguisée en « conseillers » et « formateurs. »

Pendant ce temps, la Russie a publié une déclaration vendredi qui insistait sur le fait que la moindre dépense des fonds bloqués devrait être approuvée par le Conseil de sécurité des Nations-Unies et que toute utilisation de tels fonds pour fournir des armes aux parties en guerre serait en violation directe des résolutions du Conseil de sécurité sur la Libye. Ceci inclut la résolution 1973 approuvée en mars, que les États-Unis et leurs alliés ont brandie comme justification légale pour la guerre aérienne qui se poursuit contre le pays d'Afrique du Nord.

La Russie, qui est l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ayant un droit de veto, s'était abstenue sur la résolution, tout comme la Chine, l'Inde, l'Allemagne et le Brésil.

L'intervention Libyenne approchant de son deuxième mois, l'usage continu des frappes aériennes de l'OTAN contre les forces loyales au régime de Kadhafi a bien peu contribué à faire passer le contrôle du pays aux forces soutenues par les États-Unis.

Le ministre de la défense Robert Gates, qui avait exprimé des réserves au sujet de cette intervention avant qu'elle soit lancée, a annoncé vendredi que le coût de la nouvelle guerre pour les États-Unis, depuis son lancement le 19 mars jusqu'au 4 avril, date à laquelle Washington avait formellement transféré le contrôle de l'opération à l'OTAN, était de 750 millions de dollars [532 millions d'euros]. Les estimations antérieures étaient de 600 millions de dollars.

S'exprimant devant des Marines à Camp Lejeune, en Caroline du Nord, Robert Gates, leur a dit, « Si vous m'aviez demandé il y a quatre mois si nous serions en Libye aujourd'hui, je vous aurais demandé, « qu'est-ce que vous avez fumé ? » » Gates a ajouté en référence au coût de la guerre en Libye que « La note est pour nous » c'est-à-dire que cet argent vient directement du budget du Pentagone et non des centaines de milliards de dollars levés pour les guerres d'occupation en Irak et en Afghanistan provenant des « fonds supplémentaires exceptionnels » approuvés par le Congrès.

Entamer le troisième mois de l'intervention libyenne pose également des questions constitutionnelles au gouvernement d'Obama, lequel avait lancé cette guerre sans chercher l'approbation du Congrès américain, ni même expliquer les raisons de cette intervention au peuple américain.

Selon les dispositions de la Résolution sur les pouvoirs de guerre datant de 1973, les présidents américains ne peuvent pas envoyer des troupes américaines en opérations pour plus de 60 jours sans une déclaration de guerre ou une autorisation de l'usage de la force armée par le Congrès. Vendredi prochain la limite des 60 jours sera atteinte concernant l'intervention libyenne.

Interrogé jeudi sur le délai qui approche, au cours d'une séance du Comité des affaires étrangères du Sénat, le vice-ministre des affaires étrangères, Steinberg, a esquivé la question, déclarant que le gouvernement « passe en revue notre rôle, et le président prendra une décision pour l'avenir en fonction de ce qu'il considère approprié de faire pour nous. »

D'après le *New York Times*, parmi les options envisagées, il y a celle d'ordonner une « pause » temporaire des opérations en Libye, puis de déclarer que leur reprise ouvre une nouvelle période de 60 jours durant laquelle l'action militaire peut continuer sans

l'autorisation du Congrès.

Une telle proposition ne fait que souligner le caractère criminel de toute l'intervention libyenne, qui lancée sous prétexte de protéger la vie des civils, a conduit à une intensification du bain de sang et de la dévastation.

Derrière les prétentions pseudo- légales, l'objectif de cette guerre est d'installer un régime plus complaisant à Tripoli, qui accorderait aux conglomérats du secteur de l'énergie américains et européens un accès illimité aux réserves de pétrole et de gaz du pays, leur fournissant au passage une nouvelle base d'opérations dans la région explosive du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

La direction soi-disant rebelle de Benghazi est un pion conscient et consentant dans cette opération néo-coloniale.

Jibril s'est exprimé jeudi à l'institut Brookings aux côtés de Kenneth Pollack, ex-analyste de la CIA pour le Moyen-Orient, il a affirmé qu'« il y a beaucoup en jeu pour les États-Unis et le monde libre » en Libye. Il a déclaré qu'un nouveau régime installé par l'intermédiaire de cette révolution soutenue par les États-Unis « pourrait servir de modèle » pour « d'autres révolutions arabes, comme l'Égypte et la Tunisie » aussi bien que pour l'Afrique.

Article original, [WSWS](#), paru le 14 mai 2011.

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2011

Articles Par : **[Bill Van Auken](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca